

COUVERTURE MÉDIATIQUE DES ÉLECTIONS

Hamid Grine fixe les règles du jeu

En prévision des élections législatives du 4 mai prochain, le ministre de la Communication, Hamid Grine, a rendu publics, hier, deux documents adressés aux médias nationaux dans l'objectif de baliser leur traitement de l'ensemble du processus. Il s'agit, précisément, d'une circulaire destinée aux médias audiovisuels ainsi que «d'une charte pour une couverture médiatique éthique et équitable des élections législatives».

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) - S'agissant de la circulaire, elle est destinée aux responsables des médias audiovisuels, comme le précise le ministre. Ils ne sont pas nombreux, à savoir les traditionnels médias publics que sont l'ENTV et la Radio nationale, en plus des cinq nouvelles chaînes de télévision récemment agréées à «exercer» en Algérie.

Il était naturel, donc, d'imposer à ces nouveaux venus dans le champ audiovisuel national les mêmes règles que l'on impose habituellement aux médias publics à l'occasion des campagnes électorales.

Et contrairement aux précédents rendez-vous électoraux, les législatives du 4 mai 2017 verront l'entrée en lice, dans leur gestion, de deux nouvelles structures majeures : la Haute Instance indépendante de surveillance des élections que préside Abdelwahab Derbal et l'Autorité de régulation de l'audiovisuel que préside Zouaoui Benhamadi. Dans sa circulaire, Hamid Grine invite tous les médias audiovisuels à se conformer aux décisions et programmations fixées par l'instance de Derbal, seule habilitée à procéder à la répartition des temps d'antenne entre l'ensemble des formations politiques ou des listes indépendantes, et ce, en tenant compte du poids réel de chacun.

«Pour présenter son programme aux électeurs, tout candidat aux présentes élections dispose d'un accès équitable aux médias audiovisuels autorisés d'exercer, et ce, en fonction de l'importance respective du nombre de candidats présentés par un parti ou un groupe de partis politiques. Il en est de même pour les candidats indépendants, regroupés de leur propre initiative», écrit à ce propos le ministre de la Communication.

S'inspirant de trois textes

essentiels pour l'encadrement de l'opération électorale, à savoir la loi organique relative au régime électoral, celle relative à l'institution de la Haute Instance de Derbal et, enfin, la loi relative à l'activité audiovisuelle, Hamid Grine rappelle, dans la même correspondance, un certain nombre de règles que les médias sont tenus de respecter. Surtout pendant la période de la campagne électorale mais aussi, dans l'intervalle entre la fin de celle-ci et le jour même du scrutin.

Tous les programmes, toutes les émissions, tous les journaux télévisés ou parlés seront soumis à une stricte surveillance préa-



Hamid Grine, ministre de la Communication.

lable de la Haute Instance de Abdelwahab Derbal qui, avec l'ARAV de Zouaoui Benhamadi, peut à tout moment sévir, au besoin...

Durant toute la campagne électorale et jusqu'au 4 mai prochain, «les médias ont le devoir de bannir les télé-trottoirs durant

la campagne électorale, en tant qu'élément d'évaluation de la notoriété des forces politiques présentes, car ces émissions ne peuvent en aucun cas tenir lieu de sondage d'opinion crédible, du fait qu'elles peuvent produire un effet de manipulation sur l'opinion publique». Cette dernière recom-

mandation est énoncée dans le document tenant lieu de «charte pour une couverture médiatique éthique», destinée, elle, à l'ensemble des médias algériens. C'est dans cette même charte que le ministre de la Communication annonce clairement que les partisans du boycott seront interdits d'antenne. «Les médias sont tenus de veiller à la sensibilisation des électeurs sur l'exercice de leur droit de vote et ne doivent en aucun cas œuvrer à décrédibiliser les élections ou donner la parole à des partis qui appellent au boycott», argumente, en effet, Hamid Grine.

S'il est évident que les médias audiovisuels «autorisés» se conformeront aux mesures fixées par le ministre, qu'en sera-t-il des autres chaînes de télévision, une quarantaine environ, qui sont de droit étranger mais qui sont toutes faites par des ressortissants algériens et ne traitent que de l'Algérie ?

K. A.

BANDELETTES GLYCÉMIQUES

Près de 1,8 million de boîtes bloquées au port

L'Union nationale des opérateurs de la pharmacie (Unop) informe les patients atteints de diabète que les bandelettes glycémiques commercialisées en Algérie, qui ont toujours été exonérées de la TVA, se voient aujourd'hui réclamer le paiement d'une TVA de 19% par les services des douanes.

«L'application de la TVA sur ce produit, du jour au lendemain, a entraîné le blocage du dédouanement des bandelettes en souffrance dans les ports et aéroports algériens depuis plusieurs semaines, ce qui vient aggraver les tensions déjà existantes sur ces produits», déplore l'Unop dans un communiqué.

L'Unop rappelle avoir «saisi officiellement les autorités compétentes sans résultat et que le règlement de cette situation

dépend aujourd'hui des pouvoirs publics qui doivent décider de l'application ou pas de cette taxe qui risque de poser un problème de remboursement auprès des caisses de Sécurité sociale».

L'Union nationale des opérateurs de la pharmacie s'excuse auprès des patients diabétiques de cette situation qui ne peut, selon elle, être imputée à ses adhérents et espère «une prise de décision des pouvoirs publics urgente afin de permettre l'approvisionnement du marché».

Près de 1,8 million de boîtes du produit en question seraient actuellement bloquées au niveau des douanes au port d'Alger depuis quelques semaines, pour non-paiement de la TVA.

Les associations des malades ont par le passé dénoncé la décision de n'utiliser désormais qu'une seule boîte de bandelettes de glycémie par trimestre,



Photo : DR

Grande tension sur les bandelettes.

contre trois auparavant, s'interrogeant sur les motivations qui ont conduit la Caisse nationale de sécurité sociale à décider de cette mesure. Les malades souffrant d'un diabète «mal équilibré» sont astreints à mesurer leur taux

de glycémie «au moins deux à trois fois par jour», ont-ils expliqué. Le nombre de bandelettes consommées annuellement par les diabétiques algériens s'élève à treize millions d'unités.

R. N.

LE COMMANDANT AZZEDINE

Appel au président de la République

Quand la vérité n'est pas libre la liberté n'est pas vraie...

(Jacques Prévert)

Si j'en appelle à vous Monsieur le Président de la République, c'est pour vous demander d'user de l'autorité suprême dont vous êtes le dépositaire par la volonté exprimée du peuple souverain, de m'arracher le bâillon, certes virtuel, qui m'interdit la parole. En d'autres termes, je vous demande la permission d'obtenir un lieu adéquat afin de m'adresser à mes compatriotes et à l'opinion publique, par l'intermédiaire de la presse. Je ne sais si c'est la réglementation administrative et/ou la loi qui me privent du droit constitutionnel à la parole, mais tout en est-il que je ne peux m'adresser à eux, sans la sacro-

sainte autorisation de tenir une conférence de presse.

Depuis trois ans, mon nom, celui de ma famille et alliés sont flétris par les cancanes des colonnes de faits divers des journaux et autres émissions de chaînes de télévision peu scrupuleuses du respect des principes élémentaires que dictent la déontologie professionnelle et l'éthique journalistique.

Je veux parler, Monsieur le Président de la République. Je veux dénoncer les machinistes qui actionnent la mécanique du malheur qui s'acharne contre moi et qui veulent me broyer dans les meules implacables de l'administration qui se mure, imperturbable, derrière le bouclier de la loi, tout en se sous-trayant eux-mêmes à elle. N'est-il pas de mon droit de me défendre contre ces agisse-

ments délétères, en prenant à témoin les Algériens. La liberté de parole est gravée dans le marbre de la Constitution de la République algérienne. Une liberté qui est désormais inscrite dans la conscience collective comme un édit inviolable. Je me suis battu pour l'une et pour l'autre.

Pour la liberté, contre le colonialisme et j'en porte les stigmates matériels sous la forme de 13 blessures toutes contractées au combat sur le champ de bataille.

Pour la liberté de m'exprimer avec les luttes de la société civile, durant lesquelles je me suis toujours trouvé en tête, pour le droit à la parole. Un droit que l'on me refuse. Des «On» qu'il s'agit de débusquer. Des «On» que je voudrais confondre. Les Algériens ont le droit de savoir qui tire les

ficelles ; comment ils les tirent ; pourquoi, au profit de qui ? L'Algérie pour laquelle j'ai donné l'essentiel de mes 83 ans, sans jamais rien attendre en retour, me refuserait-elle ce droit ? Est-ce trop lui demander ?

Est-ce trop vous demander Monsieur le Président de la République ?

Le Commandant Azzedine

- Chef du Commando Ali Khodja.
- Membre du Conseil de la Wilaya 4.
- Commandant militaire.**
- Chef de la Zone autonome d'Alger.
- Membre du CNRA.
- Membre de l'état-major général de l'ALN. **Commandant militaire.**
- Ancien membre du Conseil de la nation.